



16 DEC. 2010

N° / DV

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

| | |
|--|---|
| Date de convocation 02 décembre 2010 | L'an deux mille dix, et le jeudi neuf décembre à dix sept heures. |
| Date d'affichage | Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur le Maire, Ronald TUMAHAI. |
| Date de séance 09 décembre 2010 | Etaient présents : |

| Nombre de conseillers | | Nom - Prénom | Présent | Absent | Procuration |
|---|----|---------------------------------|----------------------------|--------|-----------------|
| En exercice | 35 | TUMAHAI Ronald | X | | |
| Présents | 24 | ROHI Laurent | X | | |
| Procurations | 7 | POMMIER Aitu | | X | BLANCHARD Moana |
| Votants | 31 | BARFF Oscar | X | | |
| Pour | 31 | TURQUEM née TUPAI Sandrine | | X | ARO Dylma |
| Contre | 0 | ARO Dylma | X | | |
| Abstention | 0 | SALEM née STEIN Marie-Thérèse | X | | |
| OBJET : Délibération portant création d'un budget annexe dénommé « Eau potable ». | | TEPAVA Wilhelm | | X | |
| | | BLANCHARD Moana | X | | |
| | | HARUA née TEHETIA Monette | X | | |
| | | MANEA Tania | X | | |
| | | TEISSIER née PAHOA Berthe | X | | |
| | | VILLERET née LY WA UT Clothilde | X | | |
| | | TAEA Louis | | X | CHING Yves |
| | | LEVAUDI Franck | | X | |
| | | NATUA née FULLER Hélène | X | | |
| | | RICHERD née BAMBRIDGE Bellinda | X | | |
| | | CHING Yves | X | | |
| | | TEKIAVAITOUA née ARAPA Chantal | X | | |
| | | VAN BASTOLAER Gustave | | X | TUMAHAI Ronald |
| | | AH LO Victor | X | | |
| | | RUA Antoine | | X | HARUA Monette |
| | | LISSANT Simplicio | X | | |
| | | TEURU née TALARUI Marie-Rose | X | | |
| | | MAITI Mareta | X | | |
| | | TUMAHAI Hina | X | | |
| | | ATAE Layana | | X | TEKIAVAITOUA C. |
| BERTHOLON Nicolas | | X | | | |
| ATENI née TAPARE Marie | X | | | | |
| BOOSIE-HAERAAROA née NATUA Auxilia | X | | | | |
| MARAMA née TEFAAFANA Claire | | X | | | |
| CRIDLAND Johnes | X | | | | |
| HOWELL Patrick | X | | | | |
| TETARIA Charles | | X | HAERERAAROA-BOOSIE Auxilia | | |
| HONG née THOMPSON Madeleine | X | | | | |

| | | | |
|---|------|-----------|-----|
| MAIRIE DE PUNAAUIA | | | |
| Arrivée le 16 DEC. 2010 | | | |
| N° | | | |
| SERVICE | | EXECUTION | |
| | | | |
| S | N | U | TU |
| (s rep) | (30) | (7) | (3) |
| ELUS | | | |
| 1) Projet de rep. 2) Eléments de rep. 3) Rep. directs 4) Suite à donner 5) Info | | | |

Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Formant la majorité des membres en exercice.

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- VU la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- VU le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique n° 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- VU l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- VU l'article L 2221-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU les articles L.2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article L 2573-27 du Code général des collectivités territoriales ;
- Considérant l'avis favorable de la commission des ressources réunie le 1^{er} décembre 2010 ;
- Après en avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 09 décembre 2010 ;

ADOpte

Article 1 – Est approuvée la mise en place du budget annexe « Eau » du service public de l'eau dans la commune de PUNAAUIA qui sera exploité en régie directe avec la seule autonomie financière au plus tard lors du vote du budget primitif 2011 de la Commune.

Article 2 – Dans ce budget annexe sont affectées toutes les dépenses et les recettes afférentes à ce service telles que :

| DEPENSES | RECETTES |
|---|--|
| les études | les produits de l'eau issus de la Régie communale |
| les fournitures administratives | les subventions d'exploitation |
| les vêtements de travail | les subventions destinées à financer les investissements |
| les assurances | |
| les prestations de service | |
| les achats de matériel | |
| les achats d'équipement | |
| les travaux | |
| les charges de personnel du service de l'eau et autres personnels liés à ce service | |
| la participation annuelle aux frais de fonctionnement du Syndicat TE OROPAA | |
| les emprunts (capital et intérêt) | |
| les biens immobilisés | |
| les dotations aux amortissements. | |

Article 3 – Le budget annexe de l'eau est équilibré en recettes et en dépenses. Aucune dépense au titre du service public de l'eau à PUNAAUIA ne pourra être prise en charge par la Commune sur le budget propre de cette dernière.

Article 4 – Toutefois, conformément à l'article L2224-2 du CGCT, le conseil municipal peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :

- lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;
- lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;
- lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la Commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Article 5 – Pendant les quatre prochains exercices budgétaires, la Commune s'emploiera à se rapprocher de l'équilibre budgétaire en procédant dès 2011 :

- à la pose des compteurs d'eau,
- à la définition d'une tarification au volume,
- à la sensibilisation de ses administrés,
- à la potabilisation de l'eau,
- à l'amélioration du rendement de son réseau d'eau potable.

Ce programme de travail exige la réalisation d'investissements importants ainsi que l'aboutissement de la réflexion sur la mise en place du service public lié à l'eau et à l'assainissement des eaux usées démarrée en novembre 2010.

A partir de l'exercice budgétaire de 2012, la Commune augmentera d'un quart ses recettes de manière à couvrir toutes ses dépenses liées au service public de l'eau à la fin du quatrième exercice budgétaire à savoir en 2014.

Article 6 – Le Maire est habilité à effectuer toutes les modalités nécessaires à la mise en place de cette opération.

Article 7 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de trois mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 8 – Le Maire et le Receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 09 décembre 2010
Extrait certifié conforme au registre des délibérations

Acte rendu exécutoire
Après envoi en subdivision le :
16 DEC. 2010
et après publication, affichage ou
notification le :
17 DEC. 2010
Le maire

R. TUMAHAI



Le Maire,

R. TUMAHAI



Conseil municipal – Séance du 09 décembre 2010

Rapport de présentation

Objet : - Délibération n° 129/2010 du 09 décembre 2010 portant création d'un budget annexe dénommé « Eau potable »
- Délibération n° 130/2010 du 09 décembre 2010 portant création d'un budget annexe dénommé « Déchets »

1. LES DISPOSITIONS DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CGCT) EN MATIERE DE SERVICES PUBLICS

Le CGCT prévoit que les communes doivent assurer un certain nombre de services d'intérêt général pour répondre aux besoins de leurs administrés. Ainsi les communes ont l'obligation de mettre en place, lorsqu'ils n'existent pas, les services suivants :

- l'élimination des déchets ménagers au plus tard le 31.12.2011 (art. L. 2224-13) ;
- le service de la distribution de l'eau potable au plus tard le 31.12.2015 (art. L. 2573-27) ;
- l'assainissement des eaux usées au plus tard le 31.12.2020 (art. L. 2573-27).

D'une manière générale, un service public est présumé administratif à moins qu'une loi n'ait reconnu son caractère industriel et commercial ou que ce caractère résulte de la combinaison de trois critères dégagés par la jurisprudence pour l'application des dispositions de l'article L. 2221-1 du CGCT :

- l'objet du service consiste en une activité de production de biens, de distribution ou de prestations de services susceptible d'être exercée par une entreprise privée ;
- les modalités d'organisation et de fonctionnement du service sont similaires à celle des entreprises privées exerçant dans le même secteur (règles de comptabilité privée, personnel soumis au code du travail, existence de bénéficiaires, etc.) ;
- le service tire principalement ses ressources de redevances perçues auprès des usagers pour un coût de prestation proche du coût réel.

2. LES MODES DE GESTION DES SERVICES PUBLICS A CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Il existe plusieurs modalités de gestion des SPIC :

- En gestion directe

Le service est exploité directement par la commune ou par un de ses établissements publics. Il s'agit d'une régie simple ou directe. Dans ce cas, la commune, sous l'autorité du maire, continue de gérer le service dont elle a la responsabilité du fait de ses compétences avec les moyens humains et matériels dont elle dispose.

En régie (art. L. 2221-1 et suivants), une commune peut conférer une autonomie de gestion plus ou moins grande au service en créant :

- soit les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière,
- soit de la seule autonomie financière.

▪ En gestion directe avec l'aide d'un prestataire de services

Il s'agit de régies dites en gestion mixte c'est-à-dire « en gérance ». Dans ce cas, la commune conserve la gestion du service dont elle garde la responsabilité du fait de ses compétences, comme dans le cas de la gestion directe, mais elle se fait aider le plus souvent, sur la partie technique, par une personne physique ou morale qualifiée de « gérant ».

▪ En gestion déléguée

Dans ce cas, la commune confie à un tiers l'exploitation d'un service de sa compétence. Il s'agit de la délégation de service public et notamment des contrats d'affermage, de concession et de régie intéressée.

Dans les deux premiers cas, la commune conserve l'entière gestion du SPIC. Elle a un rôle décisionnel plus important (coût de revient, tarif appliqué aux usagers) et un suivi plus fin des fonds utilisés puisqu'elle assure la gestion financière du service.

Dans le dernier cas, la commune délègue la gestion du SPIC à un tiers. La convention doit donc être suffisamment précise pour que la commune puisse avoir un droit de regard sur les pratiques du tiers avec lequel elle a contracté en vertu de sa compétence qu'elle a déléguée.

3. LA MISE EN PLACE D'UN BUDGET ANNEXE POUR LES SPIC

La Commune de PUNAAUIA gère son service public lié à l'eau et son service lié aux déchets à l'intérieur de son budget communal. Or, la réglementation ne permet pas ce type de gestion et elle impose la mise en place de budgets annexes pour individualiser les opérations.

Pour se conformer aux dispositions du CGCT, les membres de la Commission des ressources réunis en date du 1^{er} décembre dernier ont validé le service géré en régie doté de la seule autonomie financière.

Cette régie est une structure dotée d'organes propres mais qui ne dispose pas de la personnalité juridique. Les opérations de recettes et de dépenses font l'objet d'un budget propre. L'article R. 2221-1 du CGCT énonce que la délibération par laquelle le Conseil municipal décide de la création fixe les statuts et le montant de la dotation initiale de la régie.

Cette catégorie de régie est administrée sous l'autorité du Maire et du Conseil municipal, par un conseil d'exploitation dirigé par un président ainsi qu'un directeur. Le Maire est le représentant légal de la régie dotée de la seule autonomie financière et en est l'ordonnateur.

Le budget est présenté par le Maire et voté par le Conseil municipal. Il constitue un budget annexe de celui de la Commune. Les opérations budgétaires ainsi que la comptabilité et la trésorerie demeurent distinctes de celles de la Commune.

Lors de la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière, il convient de transférer dans son budget les divers éléments du patrimoine, tant en actif qu'en passif. Il s'agit des immobilisations mais aussi de l'encours de la dette contractée pour leur financement.

4. LE PRINCIPE D'EQUILIBRE FINANCIER DES SPIC

Le principe d'équilibre financier des SPIC impose le suivi, dans le budget spécifique du service, de la totalité des dépenses afférentes à son coût. Les SPIC quelque soit leur mode de gestion sont soumis au principe de l'équilibre financier au moyen de la seule redevance perçue auprès des usagers.

La Commune ne peut pas prendre en charge, dans son budget propre, des dépenses au titre de ces SPIC. Toutefois, le Conseil municipal peut décider une telle prise en charge à titre exceptionnel sans la possibilité de pérenniser cette prise en charge :

- lorsque le fonctionnement du service est soumis à des conditions d'exercice particulières ;
- lorsque le fonctionnement du service nécessite la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs. Cette hypothèse se rapporte aux dépenses d'investissement et concerne particulièrement les investissements de départ, notamment pour les services de l'eau et d'assainissement ou les extensions d'une certaine importance (réseaux). La prise en charge ainsi autorisée a le caractère d'une subvention d'équipement pour le service.
- lorsque, en cas de sortie de période de blocage des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

Quelque que soit la dérogation prise par le Conseil municipal, il lui faut, sous peine de nullité, de motiver la prise en charge qu'elle envisage et de fixer les règles de calcul et les modalités de versement de la subvention ainsi que le ou les exercices concernés. Cette prise en charge ne peut avoir pour effet de se traduire par une compensation pure et simple d'un déficit d'exploitation.

5. LA DEROGATION AU PRINCIPE D'EQUILIBRE FINANCIER

Le service public de l'eau

La Commune envisage de prendre en charge, pendant les quatre prochaines années, le déficit d'exploitation en 2011. Une étude sur la mise en place du service public de l'eau est en cours. Elle permettra d'organiser la tarification au volume pour une mise en œuvre à partir de janvier 2013.

Le programme de pose des compteurs d'eau démarrera pendant le deuxième semestre 2011 et se poursuivra jusqu'à la fin de la mandature. Des campagnes de sensibilisation des administrés seront organisées à partir du deuxième semestre 2011 et accompagneront le travail de proximité des élus et des agents municipaux.

La question de la potabilisation de l'eau sera la priorité de 2011 alors que l'amélioration du rendement du réseau d'adduction en eau potable sera un objectif qu'il faudra envisager durant toute la mandature voire même au-delà.

Ce programme de travail exige la réalisation d'investissements importants ainsi que l'aboutissement de la réflexion sur la mise en place du service public lié à l'eau et à l'assainissement des eaux usées démarrée en novembre 2010.

A partir de l'exercice budgétaire de 2012, la Commune augmentera d'un quart ses recettes de manière à couvrir toutes ses dépenses liées au service public de l'eau à la fin du quatrième exercice budgétaire à savoir en 2014.

Le service public des déchets

La Commune s'engage depuis le début de la mandature au rajeunissement du parc roulant du service des déchets. Elle a, par ailleurs, commandé une étude sur la gestion de ses déchets sur les dix à vingt ans à venir. Dans ce cadre, elle entend:

- poursuivre l'acquisition de camions BOM de 10 m³ en mesure d'accéder les servitudes étroites, suffisamment puissantes pour collecter les déchets des usagers situés sur les hauteurs de la commune ;
- mettre en place trois déchetteries sur son territoire (OUTUMAORO, PUNARUU et TE MARUATA) et plusieurs points d'apport volontaire ;
- optimiser la gestion du service notamment au niveau de son personnel ;
- définir le prix le plus approprié par rapport aux usagers.

La Commune demande la prise en charge, pendant les quatre prochaines années, des dépenses au titre de ce SPIC. Elle s'engage à réduire les coûts de fonctionnement tout en programmant une hausse progressive des redevances pour couvrir toutes les dépenses liées à ce service.

PROJET DE BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU

| | 2011 |
|--|------|
| REPENSES EN FONCTIONNEMENT | |
| Charges à caractère général | |
| <i>Achats et variation de stock</i> | |
| <i>Fournitures...</i> | |
| <i>Electricité</i> | |
| <i>Carburant</i> | |
| <i>Autres fourniture non stockées</i> | |
| <i>Fourniture d'entretien</i> | |
| <i>Fourniture de petits équipements</i> | |
| <i>Fourniture de voirie</i> | |
| <i>Vêtements de travail</i> | |
| <i>Fourniture administrative</i> | |
| <i>Autres matières et fournitures</i> | |
| Services externes | |
| <i>Locations</i> | |
| <i>Entretiens & réparations</i> | |
| <i>Entretiens & réparations mat.</i> | |
| <i>Roulant</i> | |
| <i>Entretiens Répar. Autr biens mobiliers</i> | |
| <i>Maintenance</i> | |
| <i>Assurances</i> | |
| <i>Autres services</i> | |
| <i>Frais de télécom</i> | |
| <i>...</i> | |
| <i>Divers</i> | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | |
| Charges de personnel | |
| <i>Rémunération (Pel.Perm.)</i> | |
| <i>Cotisations (CPS/Assurance)</i> | |
| <i>Médecine du travail</i> | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | |
| Autres charges de gestion courante | |
| <i>Contribution TE OROPAA</i> | |
| Charges financières | |
| Charges exceptionnelles | |
| Dotations aux amortissements | |

| | 2011 |
|--|------|
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | |
| Atténuation des charges | |
| Produits des services et du domaine | |
| Variation des stocks | |
| Travaux en régie | |
| Dotations et subventions | |
| Produits exceptionnels | |
| <i>(ajouter autres chapitres le cas échéant)</i> | |

| | 2011 |
|--|------|
| RECETTES D'IMMOBILISATIONS | |
| Immobilisations incorporelles (Etudes...) | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | |
| Immobilisations corporelles | |
| <i>Terrains</i> | |
| <i>Constructions</i> | |
| <i>Installations, matériel et outillage</i> | |
| <i>Réseaux d'adduction d'eau</i> | |
| <i>Matériel roulant</i> | |
| <i>Autres</i> | |
| <i>Mobilier</i> | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | |
| Immobilisations en cours | |
| <i>Réseaux d'assainissement</i> | |
| <i>Opération 2005003 SDAEP 2</i> | |
| Immo. affectées, concédée, affermées... | |
| Amortissement des immobilisations | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | |

| | |
|--|--|
| RECETTES D'IMMOBILISATIONS | |
| Autofinancement | |
| Subventions | |
| Emprunts | |
| Autres | |
| <i>(ajouter autres chapitres le cas échéant)</i> | |

PROJET DE BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES DECHETS

| | 2011 |
|--|------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | |
| Charges à caractère général | |
| <i>Carburant</i> | |
| <i>Fourniture de petits équipements</i> | |
| <i>Autres fourniture non stockées</i> | |
| <i>Vêtement de travail</i> | |
| <i>Fournitures administratives</i> | |
| <i>Autres matières et fournitures</i> | |
| <i>Contrat de prestation services</i> | |
| <i>Locations mobilières</i> | |
| <i>Entretien matériels roulants</i> | |
| <i>Entretien biens mobiliers</i> | |
| <i>Prime d'assurance</i> | |
| <i>Formation</i> | |
| <i>Autres frais divers</i> | |
| <i>Annonces et insertions</i> | |
| <i>Catalogues et imprimés</i> | |
| <i>Frais d'affranchissements</i> | |
| <i>Divers</i> | |
| <i>Frais de télécom</i> | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | |
| Charges de personnel | |
| <i>Rémunération (PeL Perm.)</i> | |
| <i>Cotisations (CPS/Assurance)</i> | |
| <i>Médecine du travail</i> | |
| <i>Personnel non titulaire</i> | |
| Charges exceptionnelles | |
| Dotations aux amortissements | |
| TOTAL FONCTIONNEMENT | |

| | 2011 |
|--|------|
| REVENUS DE FONCTIONNEMENT | |
| Atténuation des charges | |
| Produits des services et du domaine | |
| Dotations et subventions | |
| Produits exceptionnel | |
| TOTAL REVENUS FONCTIONNEMENT | |

COUTS de GESTION liés au Service Public de l'EAU

| | 2 006 | 2 007 | 2 008 | obs. |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 433 372 390 | 418 522 448 | 428 000 000 | |
| Charges à caractère général | 84 886 590 | 87 201 232 | 105 559 843 | |
| <i>Achats et variation de stock</i> | | | | |
| <i>Fournitures...</i> | | | | |
| <i>Electricité</i> | 60 609 336 | 66 864 904 | 75 125 527 | |
| <i>Carburant</i> | 3 114 495 | 2 239 119 | 2 310 692 | |
| <i>Autres fourniture non stockées</i> | 11 136 | | | |
| <i>Fourniture d'entretien</i> | 94 997 | | 557 000 | |
| <i>Fourniture de petits équipements</i> | 6 001 747 | 5 935 885 | 8 514 546 | |
| <i>Fourniture de voirie</i> | | 1 324 447 | 471 568 | |
| <i>Vêtements de travail</i> | 1 592 989 | | 1 000 000 | |
| <i>Fourniture administrative</i> | 50 002 | 40 000 | 58 737 | |
| <i>Autres matières et fournitures</i> | 12 076 | | | |
| <i>Services externes</i> | | | | |
| <i>Locations</i> | 104 500 | 95 040 | | |
| <i>Entretiens & réparations</i> | 11 024 747 | 8 846 958 | 13 088 734 | |
| <i>Entretiens & réparations mat. Roulant</i> | 380 978 | 205 756 | 595 317 | |
| <i>Entretiens Répar. Autr biens mobiliers</i> | 126 133 | 29 258 | 38 801 | |
| <i>Maintenance</i> | 8 167 | 18 588 | 2 612 280 | |
| <i>Assurances</i> | 1 246 641 | 1 246 641 | | |
| <i>Autres services</i> | | | | |
| <i>Frais de télécom</i> | 508 646 | 354 636 | 1 186 641 | |
| <i>...</i> | | | | |
| <i>Divers</i> | | | | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | | | | |
| Charges de personnel | 73 966 598 | 69 528 436 | 70 007 950 | |
| <i>Rémunération (Pel.Perm.)</i> | 58 977 211 | 55 917 824 | 55 870 631 | |
| <i>Cotisations (CPS/Assurance)</i> | 14 958 387 | 13 610 612 | 14 107 319 | |
| <i>Médecine du travail</i> | 30 000 | | 30 000 | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | | | | |
| Autres charges de gestion courante | 92 727 000 | 61 892 770 | 108 445 870 | |
| <i>Contribution TE OROPAA</i> | 75 343 000 | 61 892 770 | 73 677 870 | |
| <i>Contribution SCH</i> | 17 384 000 | | 34 768 000 | |
| Charges financières | | | | |
| Charges exceptionnelles | 1 953 400 | | | |
| Dotations aux amortissements | | | | |

| | 2 006 | 2 007 | 2 008 | obs. |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|------|
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 47 562 000 | 49 116 402 | 49 330 000 | |
| Atténuations des charges | | | | |
| Produits des services et du domaine | 65 496 033 | 68 136 342 | 72 048 115 | |
| Variation des stocks | | | | |
| Travaux en régie | 1 821 200 | 1 010 400 | 1 488 900 | |
| Dotations et subventions | | | | |
| Produits exceptionnels | 237 600 | | | |
| <i>(ajouter autres chapitres le cas échéant)</i> | | | | |

| | 2 006 | 2 007 | 2 008 | obs. |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|------|
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 19 017 088 | 21 381 316 | 19 816 194 | |
| Immobilisations incorporelles (Etudes...) | | | | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | | | | |
| Immobilisations corporelles | 16 275 371 | 10 411 140 | 8 243 655 | |
| <i>Terrains</i> | | | | |
| <i>Constructions</i> | | | | |
| <i>Installations, matériel et outillage</i> | | | | |
| <i>Réseaux d'adduction d'eau</i> | 9 370 874 | 5 009 500 | 4 117 300 | |
| <i>Matériel roulant</i> | | 5 227 640 | | |
| <i>Autres</i> | 6 650 771 | 174 000 | 4 126 355 | |
| <i>Mobilier</i> | 253 726 | | | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | | | | |
| Immobilisations en cours | 2 341 717 | 83 920 476 | 171 072 539 | |
| <i>Réseaux d'assainissement</i> | | 16 092 340 | | |
| <i>Opération 2005002 SDAEP 1</i> | 2 341 717 | 67 580 709 | 171 072 539 | |
| <i>Opération 2005003 SDAEP 2</i> | | 247 427 | | |
| Immo. affectées, concédée, affermées... | | | | |
| Amortissement des immobilisations | | | | |
| <i>Postes de dépenses à décliner selon les besoins</i> | | | | |

| | 2 006 | 2 007 | 2 008 | obs. |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|------|
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 18 617 088 | 60 831 616 | 245 240 085 | |
| Autofinancement | 18 617 088 | 60 831 616 | | |
| Subventions | | 33 500 000 | 3 305 145 | |
| Emprunts | | | 242 374 940 | |
| Autres | | | | |
| <i>(ajouter autres chapitres le cas échéant)</i> | | | | |

| | 2 006 | 2 007 | 2 008 | obs. |
|--|---------------|---------------|---------------|------|
| RÉSULTAT GLOBAL | | | | |
| Nombre de branchements | 5 197 | 5 410 | 5 942 | |
| Dépenses moyennes par branchement | 48 784 | 40 411 | 47 798 | |
| Recettes moyennes par branchement | 12 999 | 12 781 | 12 376 | |
| Résultat moyen par branchement | 35 785 | 22 820 | 34 722 | |